

Burundi : Qualifiée de "milice", la jeunesse du parti au pouvoir monte au créneau

RFI, 17-04-2015 Burundi : les Imbonerakure accusent d'être une «milice» Le gouvernement burundais n'a pas encore réagi aux propos du Haut commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme, qui a dénoncé mercredi les risques de violence à l'approche des élections générales dans le pays. Ciblant en particulier la Ligue des jeunes du parti au pouvoir, qualifiée de «groupe dangereux», il avait évoqué une «impunité sélective». Le chef des Imbonerakure a réagi vigoureusement, récusant le terme de «milice». La société civile, elle, s'inquiète de la «déclaration de guerre» que constituerait la déclaration de candidature de Pierre Nkurunziza pour un troisième mandat. Cela fait deux jours que le gouvernement burundais s'attarde à répondre aux accusations portées par Raïd Al Hussein, le Haut commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme, mais celle-ci se fait attendre. C'est donc le CNDD-FDD, le parti au pouvoir au Burundi, puis sa branche jeunesse, qui sont montés au créneau les premiers. Le chef des Imbonerakure récusé le terme de «milice». Et le terme de «milice», utilisé par Haut commissaire on ne passe pas auprès du président des Imbonerakure. C'est un qualificatif que nous considérons comme une injure et une violation pure et simple de nos droits civiques et politiques de la part d'une haute personnalité qui était pourtant sensée servir de modèle dans la protection de ces droits humains les plus précieuses, a déclaré Denis Karera jeudi soir sur la télévision officielle burundaise. Son mouvement serait, selon lui, la victime d'une vaste campagne de médisance et de diabolisation. Denis Karera exige donc du Haut commissaire de l'ONU aux droits de l'homme qu'il retire ce qualificatif. La société civile plaide pour le désarmement immédiat Mais ce groupe reste au centre de la politique au Burundi. La société civile, qui dénonce depuis des années les exactions commises par les Imbonerakure et leur armement par le pouvoir, malgré les dénégations de celui-ci, se sent pousser des ailes. Un courrier adressé mercredi au Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon. «Nous demandons au Secrétaire général d'être vigilant et d'obliger le gouvernement du Burundi à désarmer immédiatement ces milices qui portent des armes illégalement», explique Me Armel Niyongere, président de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT) au Burundi. Ce nouveau bras de fer intervient en effet alors qu'une partie de l'opposition avait appelé mercredi la population de Bujumbura à manifester jusqu'à ce que le président Pierre Nkurunziza annonce qu'il renonce à briguer un troisième mandat. Un mandat considéré comme anticonstitutionnel par une partie de l'opposition. La population n'avait pas suivi cet appel à manifester, ce qui a fortement renforcé le pouvoir burundais. Pierre-Claver Mbonimpa met en garde contre «une déclaration de guerre». Cette fois, c'est au tour du collectif «Halte au troisième mandat», qui regroupe de nombreuses ONG et de syndicats de prévenir Pierre Nkurunziza contre ce qu'il considère comme un «coup de force». Et dans ce cas, a prévenu Pierre Claver Mbonimpa, l'une des principales figures des droits de l'homme au Burundi, au cours d'une conférence de presse, ils ne laisseront pas faire. «Le Burundi va vers un danger. Une fois que le président de la République réclamera son troisième mandat, s'inquiète ce militant des droits de l'homme. Le jour où il va se déclarer, il aura ouvert le feu.» Pour Pierre-Claver Mbonimpa, «une fois qu'il sera déclaré candidat au troisième mandat, à ce moment, la société civile et même d'autres opposition et beaucoup de gens vont nous suivre, juste pour combattre ce troisième mandat. C'est-à-dire que ce sera la déclaration de la guerre, une fois qu'il sera déclaré candidat au troisième mandat.» Si rien n'est fait, s'attendent des représentants de la société civile, le Burundi pourrait rapidement vivre les horreurs qu'a connu le Rwanda voisin lors du génocide de 1994.